



... Parce qu'il y en a un peu marre de s'entendre qualifier d'euro-sceptique dès qu'il s'agit de critiquer la politique européenne. En gros, soit vous êtes pour l'Europe libérale, soit vous êtes un affreux nationaliste jacobin arriéré archaïque et réactionnaire.

Je suis profondément européen. Non que j'ai un sentiment patriotique exacerbé de mon continent mais je continue de penser que c'est l'échelon le plus pertinent pour construire un rapport de force avec les autres puissances économiques. C'est dans l'Europe que doivent se réguler les politiques monétaires, sociales mais aussi bien entendu écologiques par exemple.

Ce n'est pas le FMI qui peut engendrer cette action. C'est pourquoi je me désintéresse de savoir qui va succéder à Dominique Strauss-Kahn. La place et l'influence de la France dans le concert mondial ne sont absolument pas intéressantes si c'est pour aller faire le sale boulot. Les instances mondiales comme celles-ci ou le G8 échappent à tout contrôle démocratique et perpétuent les politiques les pires, les plus inégalitaires, les plus favorables aux riches et les plus défavorables aux peuples.

Euro-sceptique ça veut peut-être dire que je crains qu'il n'arrive pareil à l'Europe. De moins en moins démocratique, de plus en plus inégalitaire. C'est souvent lié. Jetez un coup d'œil en Afrique de nord pour illustrer ceci. Pourtant, si bon nombre de personnalités politiques partagent ce constat, il me semble qu'on fait de l'euro un bouc émissaire un peu facile des problèmes posés par l'Europe. La monnaie européenne n'est pas, en soi, le problème des inégalités sociales, des politiques "monétaristes" (doux nom pour "de rigueur"), des choix européens. Comme nous l'explique Jacques Généreux, mon camarade de Parti et néanmoins brillant économiste, elle n'est qu'un instrument au service d'une banque centrale indépendante qui a des objectifs fixés par les pays membres. Ce sont ces objectifs qu'il faut changer : une solidarité budgétaire entre les États membres, et un budget européen plus important, la liberté pour chaque État de compenser un choc conjoncturel par le niveau de déficit public, un nouveau statut de la Banque centrale européenne lui assignant d'œuvrer au soutien de l'activité et de l'emploi, des mécanismes d'harmonisation des politiques fiscales et sociales, visant au minimum à protéger les États membres contre tout dumping fiscal ou social, le contrôle des mouvements de capitaux vers les pays non membres de l'Union européenne.

Pour ça, il faudrait bien sûr abolir le Traité de Lisbonne. Mais avec ses objectifs, une monnaie unique européenne serait un atout et non un handicap. L'euro a désormais une très mauvaise image au sein des peuples européens car il symbolise le pouvoir d'achat en berne, les inégalités croissantes, sans n'avoir pu jouer aucun rôle dans la protection des salariés contre la crise. Mais reconnaissons que, même avant l'euro, nous avons déjà à affronter du chômage de masse, du dumping social, des délocalisations, etc. C'est donc bien les politiques menées qui sont responsables.

Ce n'est donc pas en revenant au franc que l'on se sortira du capitalisme financier. Bien au contraire, on multiplierait les terrains de jeux financiers, et nous ouvririons de nouveaux espaces pour la spéculation entre monnaies. Ce serait même un mauvais signal envoyé aux peuples européens, en faisant croire que l'on ne peut pas mener d'autres politiques dans l'Union Européenne. C'est au contraire les abandonner à la démagogie nationaliste qui les dressera les uns contre les autres. Pas un hasard si les porte-paroles de la sortie de l'euro sont souvent des personnes engagées très à droite, voire à l'extrême droite.

Méfions-nous donc de cette revendication qui, à mon sens, ressemble plus à un écran de fumée destiné à cacher la réalité politique et économique de l'Union Européenne qu'à une vraie solution alternative qui aiderait les peuples européens.